Les « enfants bouviers » du sud du Tchad, nouveaux esclaves ou apprentis éleveurs ?

Claude Ardit

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14976>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.14976

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 19 décembre 2005

Pagination : 713-729

ISBN : 978-2-7132-2049-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Claude Ardit, « Les « enfants bouviers » du sud du Tchad, nouveaux esclaves ou apprentis éleveurs ? », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 179-180 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 16 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14976> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.14976>

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEA&ID_NUMPUBLIE=CEA_179&ID_ARTICLE=CEA_179_0713

Les « enfants bouviers » du sud du Tchad, nouveaux esclaves ou apprentis éleveurs ?

par CLAUDE ARDITI

| Editions de l'EHESS | Cahiers d'études africaines

2005/3-4 - 179

ISSN 0008-0055 | ISBN 2713220491 | pages 713 à 729

Pour citer cet article :

— Claude Arditi , Les « enfants bouviers » du sud du Tchad, nouveaux esclaves ou apprentis éleveurs ?, Cahiers d'études africaines 2005/3-4, 179, p. 713-729.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les « enfants bouviers » du sud du Tchad, nouveaux esclaves ou apprentis éleveurs ?

En 1993 un journaliste, sans doute à la recherche d'un scoop, voulut attirer l'attention sur un phénomène ignoré de l'opinion internationale, les « enfants bouviers », qu'il avait observé dans la préfecture du Moyen-Chari. Il interpréta immédiatement le fait que des enfants autochtones soient engagés comme bergers par des éleveurs arabes comme une forme contemporaine d'esclavage, pratiquée par des musulmans du Nord au détriment des chrétiens du Sud¹, et il utilisa pour la première fois l'expression « enfants bouviers ». Depuis, de nombreux articles de presse, séminaires et réunions sont consacrés à ce phénomène. Par ailleurs, des associations ont été créées et des agences internationales (principalement l'UNICEF) et des ONG² se sont engagées pour lutter contre ce phénomène, voire l'éradiquer. Dans un article récent sur les enfants bouviers, Nadjikimo Bénoudjita³ — originaire du Sud — invoque l'article 20 de la Constitution qui stipule que « nul ne peut être tenu en esclavage » et évoque de manière très élogieuse les actions menées par l'AREB (Association pour la récupération et l'encadrement des enfants bouviers), dont le siège est à Koumra (Moyen-Chari), pour sensibiliser la population mais aussi aider les enfants bouviers désireux de quitter leurs « employeurs » à regagner leurs villages. Les responsables de l'AREB estiment qu'il existe entre 1 500 et 2 000 enfants bouviers dans le sud. L'abbé Nguétigal⁴, coordinateur de la commission diocésaine « Justice et Paix » de Sarh, a pris, quant à lui, la tête d'une campagne contre « le commerce des

1. Dans le passé, les *rezzou*, pour capturer des esclaves, étaient le fait de musulmans qui opéraient en pays animiste.
2. Catholic Relief Services, par exemple.
3. Nadjikimo BÉNOUDJITA, *Notre Temps*, 23-26 novembre 2004, pp. 6-7.
4. « Au Tchad, il y a lieu de se demander pourquoi ni les parents chrétiens ni la hiérarchie des Églises chrétiennes n'ont de position nette de rupture ou de prise de distance d'avec un phénomène social dont le caractère asservissant, aliénant est souligné par toute la collectivité régionale » déploraient, en 1999, les auteurs d'une enquête réalisée pour l'UNICEF (KEMNELOUM & DONALBAYE 1999).

enfants du Mandoul » et aurait réussi à impliquer l'UNICEF⁵. Face à l'ampleur du mouvement qui se développe, il paraît donc légitime de se demander qui sont les enfants bouviers et ce que l'on sait vraiment d'eux.

Quelques rappels historiques

Quelques rappels historiques concernant les politiques de développement économique, mises en œuvre dès la pacification militaire française terminée, sont indispensables à la compréhension des divers types de conflits qui surviennent, de manière récurrente, dans le sud depuis une vingtaine d'années, et plus particulièrement entre éleveurs arabes et agriculteurs sara. Au Tchad, une division du travail entre le nord et le sud⁶, liée à des attitudes différentes face à la conquête puis à l'administration coloniale, s'est mise en place depuis les années 1930 (Al Mouna 1996) : dans le nord, le refus de l'école (Khayar 1976), l'agriculture céréalière, l'élevage, l'islam et un ethos favorisant l'enrichissement personnel⁷, le plus souvent par le commerce et les affaires, constituent les caractéristiques essentielles du paysage socio-économique ; dans le sud, au contraire, dominant l'acceptation de l'école, la culture du coton pour l'exportation, le service de l'État, de l'Église, de l'armée et un ethos privilégiant le groupe au détriment de la réussite individuelle. Cette situation est le produit de facteurs historiques anciens tels que l'esclavage pratiqué par les musulmans aux dépens des « sudistes » et la conséquence, plus récente, d'attitudes opposées vis-à-vis de la scolarisation. C'est sur ces bases que la politique économique de la France avait privilégié le sud du pays, producteur de coton, principal produit d'exportation, surtout à partir des années 1930. Bien que l'État ait été successivement dirigé par des sudistes (1960-1979)⁸, puis par des nordistes (1979-1999), cette spécialisation des activités demeure pertinente⁹. Ainsi le commerce et les affaires

5. « Ensemble contre la traite des enfants », propos recueillis par Nadjikimo BÉNOUDJITA (2004 : 4).

6. Ces notions sont bien entendu relatives. Le nord correspond *grosso modo* à la partie du pays où l'islam est la religion dominante (zones saharienne et sahélienne), tandis que le sud renvoie à la zone soudanienne où le christianisme est la religion principale. Si, dans un premier temps, les militaires français, artisans de la conquête, ont combattu puis vaincu les pouvoirs musulmans, le passage à une administration civile à partir des années 1930 s'est traduit par une politique de mise en valeur du sud, qualifié de « Tchad utile ».

7. Socialement accepté que s'il est accompagné de manifestations de générosité (aumône, redistribution, etc.).

8. Il faut souligner que durant les vingt années de gouvernement sudiste, le français, imposé par le colonisateur comme unique langue nationale en 1960, n'a jamais été remis en cause. Cela s'explique par le fait que la maîtrise de cette langue, souvent accompagnée du port de vêtements européens, a, très tôt, constitué un signe « d'évolution » et d'occidentalisation.

9. Il est frappant de constater qu'il n'existe aujourd'hui que 600 km environ de routes bitumées. L'axe principal part de N'Djamena en direction du sud.

sont encore très largement dominés par des musulmans qui se sont d'ailleurs, depuis longtemps, déplacés vers le sud pour se livrer au négoce, car les revenus du coton, devenus importants depuis les années 1950, augmentent le pouvoir d'achat des paysans (Arditi 1996).

Les éleveurs arabes dans le sud

Depuis la grande sécheresse de 1984¹⁰, les éleveurs arabes, à l'instar des commerçants, vivent avec leurs bovins dans le sud (Arditi 1999). La densité humaine moyenne qui était de 28 habitants au km² dans les années 1990 est au moins deux fois plus élevée de nos jours. Les déplacements des bovins sont difficiles car les superficies cultivées de céréales, de coton, de manioc, etc., sont si vastes que les animaux ne peuvent être laissés au seul soin des enfants, comme cela se fait dans les régions sahéliennes beaucoup moins peuplées. Des conflits surviennent donc entre éleveurs et paysans sara dont les champs sont parfois piétinés par les animaux des éleveurs. Depuis quelques années les affrontements sont devenus très fréquents et parfois meurtriers :

- en 1991 à Bédaya, on compte plusieurs morts à la suite d'une véritable bataille rangée entre éleveurs et agriculteurs ;
- en 1996-1997, la région de Bébédjia, en pays ngambay, connaît plusieurs affrontements meurtriers ;
- en 2001, de nouveaux conflits meurtriers ont lieu dans le canton de Bédaya ;
- en 2002, de nombreux conflits meurtriers éclatent dans le Logone oriental et le Mandoul ;
- en 2003, à Békamba (Mandoul) se produisent de sanglants affrontements entre éleveurs et agriculteurs ;
- en 2004, d'autres affrontements sont enregistrés dans plusieurs lieux.

Les conflits dans la vie quotidienne

La presse consacre périodiquement des articles (souvent peu documentés) à ces conflits, et prend souvent clairement parti pour les paysans. Ces

10. Les estimations des services de l'Élevage indiquent que les effectifs de bovins des préfectures « sahéliennes » étaient, en 1992, soit voisins de ceux des années 1970 (cas du Batha), soit en forte diminution (Kanem et Lac). Par contre dans le centre du pays (Chari-Baguirmi et Guéra) ils ont connu une forte augmentation du fait de la venue d'éleveurs du nord et de l'acquisition de gros cheptels par les populations locales. Dans la zone soudanienne, la préfecture du Moyen-Chari a vu ses effectifs multipliés par 6,5 depuis 1970, celle du Salamat par 4,2 et celles des deux Logone et de la Tandjilé par 2. Les effectifs de la zone soudanienne, qui représentaient environ le quart du cheptel national en 1992, n'étaient estimés qu'à 10 % en 1970. Les animaux de trait, possédés par les agriculteurs, sont estimés à environ 30 % des effectifs totaux de la zone soudanienne.

conflits ont aussi été évoqués en 1993 lors de la Conférence nationale souveraine et les candidats aux élections présidentielle et législative y font, désormais, obligatoirement référence. De manière plus générale, des altercations entre nordistes et sudistes, souvent accompagnées de violences physiques, se multiplient de nos jours dans les écoles, sur les marchés, dans les gares routières ou d'autres lieux publics. Lors de ces affrontements, il n'est pas rare que des musulmans traitent leurs adversaires sudistes de *kirdi*¹¹ (païens) ou de *abid* (esclaves). Les sudistes, eux, ne disposent que du terme sara *doum*¹² pour désigner les musulmans, et utilisent des termes français tels que « arabophones » ou « analphabètes » qu'ils considèrent comme très péjoratifs. Plusieurs conflits sont survenus ces dernières années. En juin 1993, à Moundou, des heurts violents entre chrétiens et musulmans ont failli se transformer en émeute. Des commerçants musulmans auraient été enlevés et tués par des « *codos* »¹³. N'ayant pu obtenir des autorités l'autorisation de rechercher les corps, les commerçants décident une journée ville morte. Une boutique appartenant à des chrétiens étant restée ouverte, une foule de petits commerçants musulmans l'ont détruite, puis se sont attaqués à des établissements produisant ou vendant de l'alcool (brasserie industrielle, hôtels, bars, etc.) et à des symboles chrétiens (bibles profanées et marche vers la cathédrale). Après l'intervention des forces de l'ordre, pour empêcher une confrontation avec les autochtones ngambay¹⁴, le calme est revenu. Suite à d'autres troubles de même nature (en août à Sarh entre jeunes Ouaddaïens et autochtones ; à Lai en 1994 à cause de la présence de débits de boissons à proximité d'une mosquée ; en 1997 et 1998 à Moundou entre petits commerçants kréda et bulala¹⁵ et la population locale ; à Bongor en 2002 ; en 2004 enfin à Bébédjia avec des affrontements très violents), ces violences, perçues localement comme antichrétiennes, ont suscité une grande émotion dans l'ensemble du sud. Si elles se reproduisent¹⁶ et

11. D'après SEIGNOBOS & TOURNEUX (2003 : 154) *kirdi* viendrait « de l'arabe [*qird*] qui signifierait "singe" ! » (WEHR 1979 : 885).
12. Son sens premier est baguirmien et il désigne par extension le musulman et le boutiquier (PALAYER 1992 : 222).
13. Abréviation de commandos. Désigne des militaires sudistes qui refusèrent de se rallier aux FANT d'Hissène Habré, à partir de 1983. Ils commirent des exactions contre des musulmans vivant dans le sud et furent, à leur tour, victimes d'une féroce répression qui fut qualifiée de « septembre noir ». Malgré des ralliements de certains groupes, des « *codos* » armés continuèrent à commettre, pendant plusieurs années, des actions violentes contre des « nordistes ».
14. Implantée dans la région de Moundou, cette ethnie appartient au groupe sara.
15. Les Kréda sont originaires de la préfecture du Kanem. Ils ont émigré à partir des années 1980 dans le sud où ils exercent souvent des activités liées au bétail (bouchers, commerçants, etc.). Les Bulala sont originaires de la région du lac Fitri et sont souvent, comme les Kréda, devenus commerçants après avoir séjourné en Lybie ou en Arabie. Bien que musulmans depuis longtemps, ni les uns ni les autres ne sont arabes.
16. « Ce ne sont pas tant les réalités objectives de la traite esclavagiste que les représentations ultérieures élaborées à son sujet qui alimentent le conflit nord/sud », écrit fort justement MAGRIN (2001 : 25).

perdurent, c'est parce qu'elles surviennent dans une conjoncture générale caractérisée par la criminalisation de l'État (Bayart *et al.* 1997) : la corruption, le trafic de fausse monnaie, de drogue, le commerce des armes et le truquage des élections y sont en effet largement répandus.

Les enfants bouviers

C'est dans ce contexte troublé que de jeunes sara sont désormais engagés comme bergers pour garder les troupeaux des éleveurs arabes dans le sud¹⁷. L'emploi de bergers ne résulte pas ici d'un manque de main-d'œuvre familiale, conséquence de la scolarisation des enfants, comme cela s'observe parfois ailleurs. En effet, les enfants arabes ne fréquentent pas l'école publique car leurs familles craignent qu'ils ne deviennent « *kuffar* » (pluriel arabe qui désigne les païens, les non-musulmans) et, par conséquent, la connaissance du français est en milieu arabe presque inexistante, bien que son importance, surtout en cas de conflit avec les autochtones¹⁸, soit désormais reconnue par tous. En revanche, ces enfants étudient le Coran au *masik* (école coranique en arabe) et apprennent surtout, dès leur plus jeune âge, à s'occuper des animaux. Le travail qui est exigé d'eux est souvent très pénible, surtout en milieu sahélien, mais les diverses tâches qui leur sont confiées (garde et surveillance des troupeaux, abreuvement du bétail, etc.) font partie d'un apprentissage de la vie pastorale qui est jugé indispensable, dans ce type de société, pour que le cheptel et les hommes puissent survivre dans ce milieu aride (Clanet 2002).

À première vue, l'emploi de jeunes bergers sara (conduite au pâturage, abreuvement, etc.) par des pasteurs arabes constituerait donc une pratique surprenante sinon aberrante. Les éleveurs disposent en effet, le plus souvent, avec leurs propres enfants, d'une abondante main-d'œuvre familiale. Pourquoi alors confier un troupeau, qui est le principal moyen d'existence d'une famille et représente une importante valeur monétaire¹⁹, à des enfants sans aucun savoir pastoral ? De plus, pourquoi les rémunérer avec des animaux prélevés dans le troupeau et diminuer ainsi les effectifs ? C'est à ces questions, curieusement jamais posées par ceux qui ont écrit sur les enfants bouviers, que nous allons nous efforcer de répondre. Prétendre que les enfants bouviers sont des esclaves ne constitue en aucun cas une réponse

17. D'après l'enquête de l'UNICEF, réalisée en 1999, 57,1 % des éleveurs ont recruté un enfant bouvier. Cela montre bien que cette pratique s'est diffusée rapidement. Par contre, 42,9 % des éleveurs utilisent comme bergers des hommes majeurs, souvent arabes, que les auteurs qualifient de « professionnels » et dont la compétence en matière d'élevage est avérée. Les fils des éleveurs sont comptés dans cette catégorie.

18. Surtout quand des agents de l'État sont appelés pour évaluer les dégâts commis dans les champs.

19. En moyenne, le prix des animaux a doublé depuis la dévaluation du franc CFA en 1994.

satisfaisante. Il est bien connu, depuis la plus haute Antiquité que la main-d'œuvre servile est peu fiable pour des tâches délicates et valorisées. Même si les éleveurs disposent de jeunes esclaves, originaires de régions sans aucune tradition pastorale, pourquoi prennent-ils le risque de leur confier leurs animaux ?

Les enfants bouviers et la société sara

Les enfants bouviers ne sont, à l'évidence, pas des esclaves car ils sont rémunérés par les éleveurs, comme nous le verrons, et reçoivent souvent un veau tous les six mois en plus de la nourriture, d'une natte, etc. Le recours à la main-d'œuvre extra-familiale est d'ailleurs une pratique courante dans les sociétés pastorales sahéliennes, et le berger (*ray* en arabe), qui est souvent un éleveur appauvri, peut ainsi survivre avec quelques têtes de bétail et, à plus long terme, tenter de reconstituer son troupeau, grâce aux animaux reçus en échange de son travail. Ce qui caractérise, bien au contraire, les enfants bouviers sara, c'est leur appartenance à une société sans aucune tradition pastorale²⁰. Les seuls bovins qu'ils connaissent sont les zébus arabes qui ont été introduits dans leurs villages à partir des années 1950 pour la traction animale, dans le cadre de la culture du coton, à la suite de campagnes de lutte contre les glossines (Arditi 2004). De nos jours, si un quart des producteurs de coton possède une paire de bœufs pour tracter leur charrue, ils n'ont pas, véritablement, constitué de troupeau comprenant des femelles reproductrices pour remplacer leurs bœufs de trait au terme de leur fonction. Les différentes explications techniques avancées négligent de prendre en considération l'idéologie des sociétés du groupe sara, difficilement compatible avec la réussite économique individuelle. « Toute innovation dans notre société d'uniformité, tout effort vers une amélioration sont perçus comme un défi lancé au groupe. Il faut le réprimer », écrit l'un de ses membres. De plus, « les biens doivent être redistribués immédiatement » et « la richesse n'est légitime que parce qu'elle rend possible une redistribution des biens » (Madjiro 1993 : 294). L'achat des animaux de trait s'est fait, en majeure partie, à crédit, à partir du revenu du coton. Cette modalité d'acquisition où l'argent a été prélevé à la source et non pas dépensé par les paysans, de manière ostensible, peut expliquer que la pression sociale ne se soit pas manifestée. L'achat de femelles reproductrices sur les marchés et la constitution d'un troupeau semblent se heurter à des obstacles d'une autre nature, et rares sont ceux qui, jusqu'à présent, ont osé prendre ce risque²¹. Cet ethos explique sans doute aussi que l'activité

20. La présence de gîtes à glossines dans les savanes arborées en est la cause principale.

21. Des articles de presse sont régulièrement publiés sur les tentatives, le plus souvent malheureuses, de constitution d'un troupeau de bovins.

commerciale s'y développe difficilement. C'est ainsi, par exemple, que depuis les années 1979, des femmes sara — souvent des veuves — se sont lancées dans le petit commerce. Elles sont appelées *mosso* (je prends le risque de tomber), terme qui traduit une vision plutôt pessimiste de l'activité commerciale. De fait, les *mosso* ont commencé à pratiquer, dans la zone soudanienne et ailleurs, le commerce de détail des produits vivriers, activité jusque-là plutôt réservée à des musulmanes. Or, celles dont la carrière, largement médiatisée par les journaux, a été la plus brillante, auraient en général connu une fin prématurée. Ces faits montrent clairement que les tentatives de création d'un commerce ou les manifestations de prospérité doivent donc, chez les Sara — surtout en milieu rural où elles sont les plus visibles —, être cachées sous peine de sanctions sociales qui peuvent mettre en danger de mort celui qui refuserait de se conformer à la règle sociale. La fuite en ville, milieu plus neutre et plus anonyme, paraît, dans un tel contexte de violence, souvent préférable à la vie au village. Dans ces conditions, l'esprit d'entreprise²², qu'il concerne l'agriculture, l'élevage ou surtout le commerce ou les affaires, a des difficultés à émerger dans la région.

On comprend donc mieux que les propriétaires d'animaux de trait ne peuvent pas facilement les remplacer (en cas de mortalité, de vieillesse, de vol, etc.) faute de pouvoir disposer d'un troupeau, et doivent donc en acheter sur les marchés. Cela est actuellement devenu très difficile, car le prix des animaux a quasiment doublé depuis la dévaluation du franc CFA en 1994, cela expliquant pour une bonne part la stagnation de la traction animale depuis une dizaine d'années. Les motivations des parents d'enfants bouviers, en général producteurs de coton et propriétaires de charrues, apparaissent donc très clairement : la plupart d'entre eux désirent placer leur enfant comme bouvier²³ rémunéré avec des animaux pour remplacer les leurs, et certains les y contraignent. Est-ce faute d'information que ceux qui écrivent sur ce sujet n'évoquent jamais ces faits dont la connaissance est pourtant indispensable à la compréhension du phénomène des enfants bouviers ? On peut le supposer, mais on peut également penser que l'absence de référence au contexte local est volontaire car, dans le climat actuel de tension entre le nord et le sud, entre musulmans et chrétiens, elle favorise l'exacerbation des conflits.

22. Ainsi ce n'est pas un hasard s'il y a très peu de grands commerçants sara. Ceux-ci résident en ville et sont musulmans, phénomène peu commun chez les gens du sud. C'est pourtant une obligation dans un pays où l'immense majorité de ceux (ou celles) qui exercent leurs activités dans le monde des affaires ont en commun cette appartenance religieuse.

23. D'après les auteurs de l'enquête commanditée par l'UNICEF le travail des enfants est considéré comme une pratique normale par les parents et les notables du sud. La plupart d'entre eux n'établissent pas de relation entre les enfants bouviers et le commerce d'enfants.

Les enfants bouviers sont-ils des esclaves ?

Ce n'est donc peut-être pas un hasard si, malgré l'existence d'un contrat passé entre les parents et l'éleveur-employeur fixant précisément les modalités de la rémunération des enfants bouviers, journalistes, consultants de l'UNICEF (en l'occurrence une juriste et un sociologue, Kemneloum & Donalbaye 1999), et agents de l'État préfèrent y voir une forme contemporaine d'esclavage, susceptible de faire l'objet de poursuites judiciaires dans un pays qui a signé, en 1990, la convention relative aux droits de l'enfant²⁴. En réalité, les arguments fournis par ces différents auteurs ne permettent en aucune manière de considérer les enfants bouviers comme des esclaves. En effet, les définitions les plus communément admises de l'esclave indiquent qu'il s'agit d'une « personne qui n'est pas de condition libre, qui est sous la puissance absolue d'un maître, soit du fait de sa naissance, soit par capture à la guerre, vente, condamnation »²⁵. Et, aucun de ces critères ne caractérise la situation des enfants bouviers (ils ne sont pas nés esclaves, ils n'ont pas été capturés à la guerre, etc., et ils peuvent à tout moment rompre leur contrat, certains ne s'en privent pas !). Tous les partisans de la thèse esclavagiste, qui ont en commun d'être originaires du sud et chrétiens, s'obstinent pourtant à présenter les enfants bouviers (chrétiens) comme des esclaves, et leurs employeurs (musulmans) comme des esclavagistes. Dans le contexte conflictuel qui règne au sud du pays depuis une vingtaine d'années, le choix de ces termes est loin d'être neutre et leur banalisation par les médias n'est pas anodine. On est donc en droit de se demander si les véritables motivations de ces anti-esclavagistes ne sont pas ailleurs que dans l'empathie qu'ils affirment ressentir spontanément pour ces enfants. D'autant plus que cette « cause » constitue aussi un thème récurrent pour les interventions de l'UNICEF en Afrique. Il faudrait savoir de quoi l'on parle et que l'on définisse le statut d'esclave. Les auteurs ne le font jamais, alors qu'ils nous gratifient dès le premier chapitre de leur rapport de la définition du terme bouvier par le *Petit Larousse*. Ils écrivent également, croyant sans doute à l'existence d'esclaves « intermittents », que « quelques parents soutiennent avec forte conviction qu'il faut selon les événements savoir rendre "esclave" dès l'instant où l'on sait que la période d'esclavage est généralement suivie de celle de l'affranchissement émancipateur » (*sic*). Devant un tel vague conceptuel, on ne peut s'empêcher de penser que la thèse anti-esclavagiste n'est qu'un argument, en faveur de la sécession du sud, développé depuis plusieurs années déjà dans l'arène politique, dans des associations ainsi que dans les médias. La mise en exploitation depuis 2003 du pétrole pour l'exportation à partir des gisements situés, eux aussi, dans le sud du Tchad joue sans aucun doute un rôle de catalyseur dans le développement de cette idéologie.

24. Cette convention est inconnue des enfants, de leurs parents et de la plupart des notables !

25. *Petit Robert* 1, 1987, p. 687.

Cette position n'est pas sans rappeler, d'ailleurs, la situation qui prévalait dans les années 1960 chez les « sudistes » chrétiens du Biafra, et qui avait entraîné la guerre civile au Nigeria. Les enfants bouviers, « esclaves », ne font-ils pas en réalité partie d'un scénario, relayé par les médias et par certaines agences de développement et des ONG, dont le but est de montrer à l'opinion locale et surtout internationale²⁶ à quel point le fossé dans le sud du Tchad entre nordistes et sudistes, musulmans et chrétiens, est devenu profond, voire infranchissable. La défense des enfants bouviers constitue un aspect très fortement médiatisé, car il concerne des enfants, d'une offensive beaucoup plus vaste dont l'objectif est de mettre fin à la présence croissante des musulmans dans le sud du pays. En effet, bien que des commerçants puis des transporteurs musulmans se soient installés pendant la période coloniale, c'est surtout depuis les années 1980, sous le règne de Hissène Habré (1982-1990), originaire du Borkou-Ennedi-Tibesti, que douaniers, éleveurs et surtout militaires sont arrivés en grand nombre. Et pour faire cesser ce qui est décrit par certains sudistes comme une véritable occupation de leur région, un courant politique, auquel les tenants de la thèse esclavagiste doivent bien sûr être rattachés, animé, entre autres, par le député Yorongar, propose de créer un État fédéral au Tchad. Cette apparente fédération dissimule mal une véritable volonté de se séparer du nord musulman. D'ailleurs, rappelons que cette séparation a connu de 1979 à 1982 un début de réalisation dans la mesure où les originaires du sud qui vivaient à N'Djamena, fuyant la guerre qui sévissait dans la capitale, ont regagné en masse leur région d'origine.

« L'enquête »

De quelles informations disposons-nous sur les enfants bouviers et quel crédit peut-on leur accorder ? Celles qui paraissent dans la presse sont très peu fiables. De plus, la surreprésentation des ressortissants du sud dans le milieu des médias (Arditi 2003b) se traduit, à propos du phénomène des enfants bouviers, par un consensus en faveur de la thèse esclavagiste. Même si certains journalistes mettent parfois en cause les parents, coupables de « vendre leurs enfants », ce sont les éleveurs arabes qui sont le plus souvent stigmatisés. Pourtant, la seule « enquête de terrain » à ce jour sur les enfants bouviers a bien été menée en 1999, sur un financement de l'UNICEF. Réalisée en moins de trois semaines dans la préfecture du Moyen-Chari, elle s'est malheureusement bornée, comme la plupart des enquêtes émanant des agences des Nations Unies, à administrer des questionnaires à un échantillon d'enfants bouviers, de parents, d'éleveurs arabes et de fonctionnaires de

26. L'agence de presse Syfia, basée à Montpellier, titre l'une de ses dépêches « Tchad : des enfants vendus aux éleveurs », 25.08.2004 ; et un film, *Enfants bouviers, esclaves modernes*, a été réalisé par Ninguenta Djimadoumbaye. Il est actuellement diffusé en Europe.

l'administration. Les auteurs qui ont donné pour titre à leur rapport « Enfant bouvier ou esclavage verni en prolétarianisation »²⁷ feignent d'être persuadés, en contradiction totale avec les données qu'ils présentent, qu'ils décrivent un système esclavagiste. Ils se sont intéressés à l'origine géographique des enfants bouviers²⁸, à leur âge²⁹, à leur mode de rémunération, à leurs conditions de travail, et au statut économique de leurs parents, etc. Peu versés dans l'étude des sociétés pastorales et de leurs systèmes socio-économiques dans les régions sahéliennes, les auteurs parlent de « nomadisme » pour caractériser les déplacements des éleveurs vivant dans la zone soudanienne, alors qu'ils insistent fort justement, à plusieurs reprises, sur le fait qu'y étant installés depuis une vingtaine d'années, ils se déplacent en réalité très peu et cultivent des céréales³⁰ ! Le lecteur se perd dans des « analyses » qui se contredisent d'un chapitre à l'autre, infirmant le parti pris initial des auteurs de considérer les enfants bouviers comme des esclaves. Ainsi, il est dit, au détour d'un chapitre, que certains enfants bouviers sont très satisfaits de leur rémunération et de leur existence. Le bonheur dans l'esclavage en quelque sorte ! La fascination des auteurs (et de leurs commanditaires) pour l'esclavage est telle qu'ils ont omis de poser aux éleveurs arabes une question fondamentale, relevant pourtant du simple bon sens : pourquoi (alors que vous disposez de main-d'œuvre gratuite, à savoir vos propres enfants, qui ne sont pas scolarisés) utilisez-vous depuis les années 1990 des enfants autochtones comme bouviers en les rémunérant avec des animaux ? Les réponses à cette question sont, on s'en doute, de première importance pour comprendre l'émergence et le développement du phénomène des enfants bouviers et nous tenterons d'en suggérer quelques-unes.

Sur quoi nos auteurs se fondent-ils pour parler d'esclavage ? Principalement sur la réponse que leur aurait donnée un éleveur arabe Missirié³¹ à

27. L'expression peu explicite « esclavage verni en prolétarianisation », comme de nombreuses autres formulations des auteurs, constitue un exemple caricatural du vocabulaire d'inspiration marxiste, mal maîtrisé, qu'ils affectionnent. Elle signifie, semble-t-il, que la condition « d'esclave » des enfants bouviers a été cachée par les employeurs. Leur intention étant de les faire passer pour des prolétaires dont la condition est socialement mieux tolérée.
28. Bien que de nombreux enfants bouviers appartiennent au groupe goulay, les auteurs ne mettent jamais en relation leur nouvelle activité pastorale et le fait que l'islam se développe rapidement dans la région de Goundi (MADJIRO 2002).
29. Alors que dans le seul entretien avec un enfant bouvier, qui figure dans « l'enquête », celui-ci déclare ignorer son âge, nos auteurs insistent tout au long du rapport sur leur extrême jeunesse !
30. Ils utilisent des autochtones comme salariés à la journée.
31. Il est d'usage de distinguer chez les Arabes du Tchad les *baggâra* qui sont les plus nombreux et qui élèvent principalement des bovins et les *abbâla* qui élèvent essentiellement des camelins. Les Missirié sont des Arabes originaires du Batha. En 1947 avaient eu lieu les événements dits du Dar Djombo (Batha) qui les opposèrent aux Rattanine. Ce fut le conflit le plus meurtrier entre éleveurs et agriculteurs (120 morts à l'arme blanche) de la période coloniale (HUGOT 1997). Des Missirié sont aujourd'hui présents dans la préfecture du Moyen-Chari et sont partie prenante des conflits les plus violents avec les agriculteurs sara.

la question suivante : « Où sont les enfants bouviers ? » L'homme aurait répondu en arabe : « *habit dol bass djaro !* » (« les esclaves ont fui »). D'après Jullien de Pommerol (1999 : 32) si « *abid* » a bien le sens d'esclave, il a aussi celui, moins méprisant, de serviteur. Arrêtons-nous un instant sur la transcription de l'arabe, en caractères latins, de nos auteurs (l'un enseigne à l'université de N'Djamena et l'autre a reçu une distinction pour sa participation à la lutte pour les droits de l'Homme !). Une transcription plus rigoureuse aurait été « *abid dol bas jaro* ». S'agit-il d'une transcription laxiste liée au manque de temps ? Sans doute, mais pas seulement. En effet, au nom d'une identité sudiste, revendiquée haut et fort, certains feignent depuis quelques années de ne parler ni comprendre l'arabe tchadien³², qui demeure pourtant la principale langue véhiculaire du pays. Cette posture participe clairement d'un courant de pensée initié en partie par B. Roné (2002), idéologue et journaliste sudiste récemment disparu³³. Elle s'autorise entre autres, alors qu'il existe des travaux de valeur sur l'arabe tchadien (grammaire, dictionnaire), à le transcrire à la va-vite, en utilisant l'alphabet français. C'est aussi une pratique courante dans les journaux et dans leurs dessins humoristiques et les termes arabes, censés être compris par tous, y compris bien sûr par les lecteurs sudistes (qui naturellement comprennent l'arabe !), ne sont jamais identifiés en tant que tels. Il y a là, à l'évidence, un mépris de la langue et de la culture de l'autre. Signalons aussi que si les auteurs remettent parfois en question leurs stéréotypes sur l'islam et les musulmans (ils s'étonnent par exemple d'avoir été invités à partager le repas des éleveurs, car ils « croyaient » que leur religion interdisait de manger avec des chrétiens !), ils continuent pourtant à adhérer à une vision totalement imaginaire des sociétés musulmanes (ils écrivent par exemple que le divorce est interdit par l'islam et que tous les éleveurs sont riches !). On peut donc s'interroger sur les raisons qui ont conduit une agence des Nations Unies à leur confier une enquête en milieu musulman. D'autres arguments sont invoqués, qui ne constituent aucunement des preuves d'esclavage : — le type de contrat (oral, rappelons-le) liant les deux parties ne correspondrait pas aux définitions juridiques modernes que sont le CDI et le CDD (*sic*) et cette imprécision permettrait des abus de la part des éleveurs³⁴ ;

32. L'arabe dialectal a pourtant connu une très forte progression depuis une trentaine d'années comme langue de communication dans l'ensemble du pays mais n'est devenu seconde langue nationale, après le français, qu'en 1982 après l'arrivée au pouvoir de H. Habré. Il est cependant nécessaire de remarquer que, dans les vingt années durant lesquelles les populations du sud ont dirigé le pays, jamais aucune revendication en faveur de leur(s) langue(s) n'a été formulée, car la maîtrise du français était, au même titre que le port de vêtements européens, une composante fondamentale de leur identité.

33. B. Roné oppose de manière irréductible le nord et le sud et propose la création d'un État fédéral. Farouche partisan de l'apprentissage de l'anglais, au détriment de l'arabe, il ne cite aucun ouvrage anglo-saxon sur le Tchad ! Il en existe pourtant d'excellents.

34. On aurait aimé que nos consultants mettent autant d'empressement à étudier et à dénoncer les conditions dans lesquelles s'effectue le travail domestique des enfants en milieu urbain chez des patrons, en particulier sudistes !

- les contrats ne seraient pas respectés par certains éleveurs ;
- des enfants auraient été maltraités.

Pensant avoir démontré, au terme de leur travail, que les enfants bouviers sont des esclaves, nos auteurs, dans un chapitre de « Recommandations », proposent, afin de « changer la vision de l'employeur et révolutionner l'élevage » un « projet enfant bouvier ». C'est que leur objectif n'est pourtant pas, comme on pourrait s'y attendre, de supprimer cette pratique *ad* qualifiée d'esclavagiste, mais bien au contraire de l'humaniser et de la contrôler³⁵ ! Jugeant l'élevage pratiqué par les Arabes totalement « archaïque et anarchique », nos experts veulent ainsi promouvoir « un élevage moderne, rationnel et compétitif » basé sur des « espaces de pâturage de grande dimension (5 ha et plus) », des « ranchs d'embouche », des « étables », etc. On ne peut s'empêcher de mettre en rapport ce désir de modernité avec l'identité sudiste des auteurs et ses références à l'Occident, mais on aimerait leur rappeler que si leur pays possède de nos jours un cheptel de plusieurs millions de bovins, dans son immense majorité ce cheptel est la propriété des éleveurs arabes, toubou, etc., et que c'est grâce à leur savoir zootechnique et agrostologique que ce capital s'est développé, principalement dans les régions sahéliennes. On aimerait aussi rappeler que ce sont bien des zébus arabes qui sont utilisés au sud comme animaux de trait par les producteurs de coton sara ! On aimerait enfin expliquer que la décision de nombreux éleveurs de s'installer dans le sud du pays, malgré les dangers que cela comporte, est fort rationnelle dans la mesure où le développement de l'élevage dans le sahel n'a jamais constitué une priorité de l'État, de la période coloniale à nos jours³⁶. Cette « descente » des éleveurs fut la conséquence d'une absence de politique de développement pastoral, de la sécheresse et d'un besoin de numéraire³⁷ chez ceux qu'il conviendrait d'identifier comme des agro-pasteurs plutôt que comme des nomades car ils se déplacent peu et ont une activité agricole. En opposition totale avec la vision de nos experts, qui rappelle d'ailleurs fortement celle du colonisateur (qui parlait de « boomanie » ou d'« élevage contemplatif »), la présence des éleveurs dans le sud montre au contraire leur forte insertion dans l'économie monétaire. En effet, l'existence de deux centres urbains d'environ 100 000 habitants (Moundou et Sarh) et de plusieurs agglomérations plus petites (Laï, Kelo,

35. Ce qui ne manque pas de semer le doute sur leurs motivations réelles !

36. « On ne peut qu'être frappé par la part modeste des crédits affectés jusqu'ici au développement de l'élevage, en comparaison des capitaux investis au profit du coton ou des grands travaux d'hydraulique agricole. [Les exportations de viande et de bétail] sont susceptibles d'un bien plus large développement et surtout constituent la branche la plus saine de l'économie du Territoire : celle qui s'inscrit le mieux dans le sens de l'évolution du marché de consommation africain et mondial, et la seule qui ait réussi à se développer sans pression administrative, ni subvention », écrivait SAUTTER en 1958.

37. La masse monétaire générée par le coton représentait plus de 30 milliards de francs CFA en 2001 et les pensions des anciens combattants de l'armée française environ 5,5 milliards.

Doba, Koumra) dotées de marchés quotidiens — vu l'importance de la demande en lait, beurre, viande et animaux sur pied (pour la culture attelée) — leur permet d'obtenir des revenus monétaires réguliers, dans une zone bien arrosée. D'importants marchés de bétail se sont aussi créés depuis plusieurs années (Béré, Pont Karoual, Roro, etc.) en zone soudanienne, en plus de celui de Sarh qui existait depuis longtemps déjà. L'installation des éleveurs dans la zone cotonnière est aussi liée à la possibilité de compléter l'alimentation du bétail avec des graines de coton, sous-produit des usines d'égrenage.

Quant aux conditions de vie et de travail des bouviers, nos auteurs pensent qu'elles devront être améliorées (congés annuels, habitat, « tenue » comportant des bottes, un imperméable, un chapeau, etc.).

L'enfant bouvier : esclave ou apprenti rémunéré ?

D'après nos auteurs eux-mêmes, 91,8 % des enfants bouviers sont rémunérés et 8,2 % sont les fils des employeurs. Bien entendu, ces derniers ne sont pas rétribués car ils sont virtuellement propriétaires et héritiers du bétail de leur famille. On voit le paradoxe : si l'absence de rémunération régulière des enfants définit une situation d'esclavage... seuls les enfants des éleveurs qui travaillent gratuitement comme bergers pour leurs parents devraient être considérés comme des esclaves ! Or, ce sont seulement les enfants des autochtones qui, bien que rémunérés, sont considérés par les auteurs comme des esclaves ! Les enfants bouviers reçoivent des veaux de moins de 2 ans au bout de six à neuf mois, mais des conflits avec leurs employeurs perturbent parfois la bonne exécution des contrats. Quelques enfants bouviers reçoivent pourtant leur animal au bout de trois mois tandis que ceux qui sont moins expérimentés attendent entre 7 et 9 mois.

Nous pouvons encore montrer que certaines données de l'enquête, loin de caractériser une situation d'esclavage³⁸, indiquent au contraire que les enfants bouviers sont les apprentis rémunérés des éleveurs. Nos auteurs indiquent en effet que « 11 % d'enfants bouviers sont attirés par l'activité pastorale et que l'on assiste à un changement important de comportement des populations sara en matière d'élevage ». Ils signalent en outre « qu'un groupe d'enfants bouviers se félicitent de ce métier et en éprouvent une totale satisfaction ».

38. Pour apporter de l'eau à leur moulin et démontrer qu'on est bien en présence « d'un système d'exploitation visiblement proche de l'esclavage », nos auteurs procèdent à un raisonnement d'une grande rigueur scientifique. Partant d'un contrat de travail de durée moyenne (six mois) payé par un veau âgé de 2 ans, ils obtiennent ainsi un salaire moyen mensuel de 3 333 francs CFA, en effet très inférieur au SMIC (25 000) ! Ils ont « oublié » d'y intégrer le prix des chaussures, de la nourriture, des vêtements fournis par l'éleveur ainsi que des caprins et des ovins donnés au bouvier !

Ils apportent enfin, bien malgré eux, cette précision très intéressante : « Un enfant prétend qu'il est devenu bouvier à la suite d'une discorde l'opposant à son père au sujet des bœufs d'attelage. Par révolte, cet enfant décide d'acquérir ses propres bœufs à la sueur de son front. » Et encore : « En période de formation initiale, *l'employeur* accompagne la nouvelle recrue. Ce moment d'initiation au *métier* peut durer plusieurs semaines »³⁹. On ne pourrait donc être plus clair sur le statut d'apprenti du jeune bouvier et sur le temps consacré par l'éleveur, dans son propre intérêt, à sa formation. Certes, les conditions de cet apprentissage peuvent paraître dures, voire parfois insupportables (nourriture, habitat, conduite des troupeaux, etc.) à des ressortissants du sud vivant depuis longtemps en ville et exerçant des métiers intellectuels, mais elles correspondent à la rudesse de la vie pastorale et sont comparables à celles qui sont imposées aux enfants des éleveurs (Clanet 2002). Bien entendu cela n'exclut pas que certains éleveurs puissent parfois mal se comporter avec ces enfants. En outre, il est très important de remarquer, et cela n'a pas été signalé jusqu'à présent, que si le choix des éleveurs s'est porté sur des enfants sara, au départ incompetents en matière d'élevage, ceux-ci ont en revanche une compétence linguistique qui fait cruellement défaut aux éleveurs, ils parlent sara et souvent le français⁴⁰. En cas de conflit avec les agriculteurs cette compétence peut s'avérer d'une grande utilité et permettre d'éviter que les conflits ne dégénèrent, comme c'est souvent le cas, et que des animaux soient abattus par les paysans. On peut même penser, plus généralement, qu'avoir un apprenti sudiste fait partie d'une stratégie d'intégration visant à se concilier les gens du sud. Les motivations des éleveurs ne sont pourtant pas toujours aussi honorables : les enfants sara, peu expérimentés en matière de conduite des troupeaux, risquent pourtant d'être directement pris à partie par les paysans dont les champs ont été piétinés. Une fois n'est pas coutume, nos auteurs interprètent avec justesse ce point : « Étant l'interface entre les employeurs et les agriculteurs, les enfants bouviers sont les victimes idéales, les boucs émissaires indiqués pour subir la sentence populaire ou patronale », « l'enfant est partagé entre la peur de trahir soit sa communauté d'origine, soit son employeur espérant ainsi conserver intacte sa chance de ramener ses bœufs » (Kemneloum & Donalbaye 1999 : 33). Laissons pourtant à nos auteurs le soin d'une conclusion à laquelle nous souscrivons d'autant mieux que, comme la plupart des données de leur enquête, elle est en contradiction totale avec leur thèse selon laquelle les enfants bouviers du sud seraient les esclaves des

39. Nos italiques.

40. Un enfant bouvier sur deux a été inscrit au moins une fois à l'école mais son activité de berger l'empêche de poursuivre désormais sa scolarité. À l'origine de cette faible scolarisation des enfants sara, alors que le niveau d'éducation a pendant longtemps constitué dans cette société un marqueur identitaire de premier plan, surtout pour les garçons, il y a l'impossibilité de payer, pour une famille nombreuse, le « droit d'école », les fournitures et tenues vestimentaires obligatoires.

éleveurs : « L'on peut prédire que cette amorce de professionnalisation constitue un atout certain de baisse de niveau d'antagonisme inter-communautaire » (*ibid.*). On ne saurait mieux dire.

Anthropologue, chercheur associé à l'UPRES-A 8038.

BIBLIOGRAPHIE

ARDITI, C.

- 1996 « Tchad : paysans, commerçants et État ; une histoire mouvementée », in M. J. TUBIANA, A. LUXEREAU & C. ARDITI, *Les dynamiques du changement en Afrique sub-saharienne. Freins et impulsions*, Paris, L'Harmattan : 117-134.
- 1999 « Paysans sara et éleveurs arabes dans le sud du Tchad : du conflit à la cohabitation ? », in C. BAROIN & J. BOUTRAIS (dir.), *L'homme et l'animal dans le bassin du lac Tchad*, Bondy, IRD (« Colloques et séminaires ») : 555-573.
- 2003a « Les violences ordinaires ont une histoire : le cas du Tchad », *Politique africaine*, 91 : 51-67.
- 2003b « Les conséquences du refus de l'école chez les populations musulmanes du Tchad au XX^e siècle », *Journal des africanistes*, 73 (1) : 7-22.
- 2004 « Des paysans plus professionnels que les développeurs ? L'exemple du coton au Tchad depuis la colonisation jusqu'à l'intervention des ONG actuelles (1930-2002) », *Revue Tiers Monde*, 180 : 841-865.

BAYART, J.-F., ELLIS, S. & HIBOU, B.

- 1997 *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe.

BONFIGLIOLI, A.-M.

- 1992 *L'agro-pastoralisme au Tchad comme stratégie de survie. Les dimensions sociales de l'ajustement structurel en Afrique Subsaharienne*, Document de travail n° 11, Washington, Banque Mondiale.

CENTRE CULTUREL AL-MOUNA

- 1996 *Tchad : conflit Nord-sud, Mythe ou réalité ?*, Actes du colloque N'Djamena, 22-26 mai 1995, Saint-Maur, Sépia.
- 1998 « Tchad : contentieux linguistique arabe-français », N'Djamena.

CLANET, J.-C.

- 2002 « La dure école des petits chameliers du bassin tchadien », *Journal des africanistes*, 72 (1) : 149-164.

HUGOT, P.

- 1997 *La transhumance des Arabes Missirié et les batailles intertribales d'Oum Hadjer de 1947*, Paris, L'Harmattan.

JULLIEN DE POMMEROL, P.

1994 *L'arabe tchadien. Émergence d'une langue véhiculaire*, Paris, Karthala.

1999 *Dictionnaire arabe tchadien-français*, Paris, Karthala.

KHAYAR, I. H.

1976 *Le refus de l'école. Contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les musulmans du Ouaddaï (Tchad)*, Paris, Maisonneuve.

KEMNELOUM D. & DONALBAYE, E.

1999 *Enfant bouvier ou esclavage verni en prolétarianisation*, N'Djamena, UNICEF.

MADJIRO, R. N.

1993 « Pour une nouvelle solidarité en Afrique », *Études* : 293-303.

2002 « Le Gulay et l'islam », in J. FÉDRY (dir.), *Tradition plurielle du Tchad*, Yaoundé, Presses de l'UCAC : 277-285.

MAGRIN, G.

2001 *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Saint-Maur, Sépia.

PALAYER, P.

1992 *Dictionnaire sar-français*, Paris, Geuthner.

RONÉ, B.

2002 *Tchad. L'ambivalence culturelle et l'intégration nationale*, Paris, L'Harmattan.

SAUTTER, G.

1958 *Le chemin de fer Bangui-Tchad dans son contexte économique régional*, Bangui, Société civile d'études du chemin de fer de Bangui au Tchad.

SEIGNOBOS, C. & TOURNEUX, H.

2003 *Le Nord-Cameroun à travers ses mots. Dictionnaire de termes anciens et modernes*, Paris, Karthala.

WEHR, H.

1979 *A Dictionary of Modern Written Arabic*, Wiesbaden, J. Milton Cowan.

RÉSUMÉ

Au Tchad, depuis les années 1990, des enfants autochtones sara appelés « enfants bouviers » sont engagés comme bergers par des éleveurs arabes. Cette pratique est interprétée par les médias locaux, des ONG et l'UNICEF comme une forme contemporaine d'esclavage, pratiquée par des musulmans du Nord au détriment des chrétiens du Sud. Le phénomène « enfants-bouviers » intervient dans le contexte d'un antagonisme nord-sud exacerbé par des violences récurrentes entre « communautés ». La défense des enfants bouviers constitue un aspect très fortement médiatisé, car il concerne des enfants, d'une offensive beaucoup plus vaste menée par des hommes

politiques, des hommes d'Église, etc., « sudistes » dont l'objectif est de mettre fin à la présence croissante des musulmans dans le sud du pays et d'y créer un État séparé. En réalité, loin de caractériser une situation d'esclavage, les données disponibles indiquent au contraire que les enfants bouviers sont les apprentis rémunérés des éleveurs arabes et qu'ils jouent de ce fait un rôle important dans l'atténuation des conflits entre agriculteurs sara et éleveurs arabes.

ABSTRACT

"Children Cowherds" in Southern Chad: New Slaves or Apprentices? — Since the early 1990s, Arab herdsmen in Chad have used native Sara children to tend cattle. Local media, NGOs and UNICEF have interpreted this as a contemporary form of slavery by northern Muslims against southern Christians. This phenomenon has taken place in a context of north/south antagonism, worsened by recurrent violence between "communities". These so-called "children cowherds" have received wide media coverage. But defending these children fits into a much broader offensive led by politicians, church leaders and "southerners" who intend to put an end to the growing number of Muslims in the south and set up a separate state there. Available data indicate that this phenomenon, far from being a case of slavery, represents a situation wherein these children are, in fact, apprentices paid by Arab herdsmen. In this respect, they play a major role in mitigating the conflict between Sara farmers and Arab herdsmen.

Mots-clés/Keywords : Tchad, antagonisme nord-sud, bouviers, christianisme, éleveurs, enfants, islam, médias, ONG, séparatisme/Chad, regional antagonism, cowherds, christianity, herders, children, islam, media, NGOs, separatism.